



# TIMOR CLIPS

N.° 9

DÉCEMBRE 1997

## TIMOR EXPRESS

### Réseau d'action urgente de SOS TIMOR

#### ☞ Voulez-vous faire un geste utile en faveur des prisonniers d'opinion timorais?

Il suffit pour cela d'adhérer à **TIMOR-EXPRESS**, un réseau que le Comité SOS TIMOR vient de créer, et qui adopte des méthodes inspirées des réseaux d'action urgente d'*Amnistie Internationale*. Il ne faudrait pas croire que l'attribution du Nobel de la Paix 96 à M<sup>re</sup> BELO et à M. RAMOS HORTA, en consacrant la cause de Timor au niveau international, aurait rendu moins nécessaire notre action de soutien. Les détentions arbitraires, les tortures, les violences de la police et des forces d'occupation indonésienne se font sentir peut-être plus que jamais. Les adhérents à **TIMOR EXPRESS** s'engagent à écrire des lettres en soutien des timorais dont la situation sera l'objet de communications qui leur seront envoyées à cette fin. La première communication, ci-contre, contient un appel à une action urgente en provenance du *East Timor Human Rights Centre*. Il y est fait état de la situation de 8 jeunes timorais qui ont été victimes de violences, y compris la torture, ou qui sont portés disparus.

**Adhérer à TIMOR EXPRESS.** Il suffit de communiquer votre adhésion et vos coordonnées par les moyens habituels ou par :

- ♦ ☎ 219 57 20 (le matin)
- ♦ messagerie électronique: 100121.1550@compuserve.com

#### Etudiants timorais, blessés par balle

**TIMOR EXPRESS** appelle à une action urgente en faveur de huit étudiants timorais, blessés par balle lors de confrontations avec la police indonésienne à l'Université de Dili. Ces événements se sont déroulés le matin du 14 novembre 1997.

Les huit étudiants (António VIEGAS, Albano BARRETO, et autres) ont été ensuite placés sous contrôle militaire à l'hôpital de Wirahusada, à Dili. Selon des sources de *East Timor Human Rights Centre* (Australie), à part les blessures par balle, plusieurs étudiants blessés ont été violemment battus et torturés. Un des étudiants a même été retiré de force d'un véhicule de la Croix Rouge.

Toujours selon les mêmes sources, il n'aurait pas été permis l'accès de l'assistance humanitaire à certains étudiants blessés.

**TIMOR EXPRESS** demande qu'il soit envoyé télécopie, télégrammes, cartes expresses ou aériennes en anglais ou dans votre langue :

- sollicitant que soit éclaircie l'identité et le lieu où se trouvent tous les étudiants timorais arrêtés et blessés lors des confrontations à l'Université de Dili le 14 novembre;
- sollicitant la garantie que les blessés et autres prisonniers aient un accès immédiat et permanent à l'assistance médicale, à leur famille, à des avocats indépendants et à l'assistance humanitaire;
- sollicitant la garantie que les prisonniers ne seront plus torturés ou sujets à de mauvais traitements tant qu'ils seront en prison et qu'ils seront traités humainement et en accord avec les normes internationales;
- sollicitant que soient éclaircies les accusations, si elles existent contre les prisonniers et que soient libérés immédiatement et sans condition tous les prisonniers qui ne sont pas accusés de délit clairement identifié en accord avec les lois existantes;
- appelant aux autorités indonésiennes pour que soit menée une enquête complète et impartiale sur l'incident pour déterminer si oui ou non les forces de sécurité indonésiennes ont usé de force excessive.

Les appels doivent être envoyés à :

1. Military Commander Region IX-UDAYANA General SYHRIR MS / Pangdam IX-Udayana / Markas Besar KODAM IX-Udayana / Denpasar / Bali / Indonesia. ☎: +62 361 22 80 95. Télégrammes: Pangdam IX / Udayana / Denpasar / Bali / Indonesia.
2. Chief of Police for East Timor: Colonel Atok RISMANTO / Kapolda Timor Timur / Dili / East Timor.

Télégrammes: Kapolda / Dili / East Timor.

Des copies des lettres doivent aussi être envoyées à :

3. Minister of Foreign Affairs: ALI ALATAS S.H. / Menteri Luar Negeri / Jl. Medan Taman Pejambon 6 / Jakarta / Indonesia. Télécopieurs: +62 21 36 05 41/17.
4. Secretary General National Commission on Human Rights: Prof. Dr. Baharuddin LOPA / Sekretaris Jenderal, Komisi Nasional Hak Azasi Manusia (Komnas HAM) / Jl. Lathuhary, 4 B / Menteng Jakarta Pusat / Indonesia.

☎ / Télécopieur: +62 21 392 52 27.  
Messagerie:  
info@komnas.go.id

Et aux ambassades de l'Indonésie.  
Les appels doivent être envoyés le plus vite possible, toujours avant le 29 décembre 1997.

#### DANS CE NUMÉRO:

Vente d'armes	4
L'Indonésie en feu	5
Entrevue : Paulette Pierson-Mathy	6
Situation interne	8





## ABONNEMENTS

**TIMOR CLIPS est envoyé gratuitement à toute personne en faisant la demande. Néanmoins une contribution minimum de BEF 200,- par an sera toujours la bienvenue. Envoyez-là au compte bancaire du SOS-TIMOR: 210-0751861-66**

❖  
ONT PARTICIPÉ  
À CETTE ÉDITION

**Carlos Marques, Carlos Oliveira Reis, Fernanda Rondão, Maró Mastroianni**

## Bourse d'études

**43** personnes et 1 collectif d'amis de SOS Timor ont soutenu une étudiante pendant deux années scolaires. Nous ne pouvons qu'une fois de plus leur prêter notre reconnaissance publique, certains que nous sommes du besoin de la Résistance timoraise à disposer de cadres capables de pouvoir poursuivre cette lutte de longue haleine. Au même temps nous aimerions publier — dans le souci d'une transparence accrue — dans ces pages le bilan de comptes de la bourse. Ainsi (en BEF):

Total dons des parrains.....	789 184
Bourse mensuelle.....	720 000
Minerval.....	28 180
Total paiements.....	748 180
Solde à utiliser pour éventuelle 3ème bourse.....	41004

Beaucoup parmi nos lecteurs ont déjà reçu une invitation à parrainer un étudiant pour une nouvelle année. Si vous voulez connaître les modalités de ce parrainage, n'hésitez pas à nous demander une copie de la circulaire explicative.



## SOS Timor en bref

LA PÉTITION ORGANISÉE PAR LE SOS Timor a été transmise au Secrétaire général des Nations Unies, après la signature de 672 personnes, lesquelles de par leur signatures veulent que tout soit mis en œuvre pour que les exigences minimales soient respectées par l'Indonésie afin que les négociations entre le Portugal et ce pays permettent de trouver une solution juste, globale et internationalement acceptable à la question du droit du peuple de Timor Oriental à l'autodétermination, en traduisant dans la réalité les nombreuses résolutions de

l'O.N.U.

❖  
LE CLUB PORTUGAIS DU BENELUX a organisé un dîner avec M. RAMOS HORTA, dans un des hôtels de Bruxelles. Dans l'allocution qui se suivit le lauréat a fait un bref historique des méandres diplomatiques qu'il cotoie depuis plus de vingt ans, il souligna les efforts diplomatiques qui se poursuivent au moment actuel et, finalement, il prospecta l'avenir prochain et à moyen terme, notamment les possibilités découlant d'un référendum à réaliser sur le territoire.

## CATALOGUE

**Voici le matériel qui peut être commandé par les intéressés (prix en francs belges):**

- ① *Timor Oriental 20 ans d'occupation, 20 ans de résistance* (version Anglaise disponible aussi), brochure: 200,-
- ② *International Law and the Question of East Timor (IPJET)*, 342 pages: 500,-
- ③ *20 years of Resistance to Genocide in East Timor* (U2, Peter Gabriel, Midnight Oil, Xutos & Pontapés, Abé Ho Aloz, Bonga, etc), CD-Audio: 750,-
- ④ *East Timor Indonesian Occupation and Genocide (Barbedo de Magalhães)*, 75 pages: 100,-
- ⑤ *East Timor is Not Indonesia*, autocollant pour voitures (vitres): 50,-
- ⑥ Timor: 20 années d'occupation, dépliant gratuit
- ⑦ Conférence à Woluwé Saint-Pierre, du 21 avril 97, par M. R. Horta: Timor-oriental: 21 années d'occupation, cassette VHS (en français et anglais): 300,-





## Lisbonne: Le Timor en discussion

La 8<sup>e</sup> Conférence Chrétienne sur le Timor Oriental s'est tenue à Lisbonne le 13 et 14 septembre de cette année. S'y sont retrouvés des participants des quatre coins du monde venus discuter pendant deux jours du Timor. Ont participé TAPOL, RENETIL, Pax Christi et bien d'autres. Cette rencontre avait pour but de déterminer les objectifs des différents groupes de soutien à atteindre dans les douze mois à venir.

La conférence a commencé par une mise au point de la situation intérieure avec entre autre le témoignage d'un Timorais sorti depuis peu du territoire occupé. Après la présentation des participants, ceux-ci se sont divisés en groupes de travail.

Le premier traitait des Droits de l'Homme. Son principal objectif est de faire du lobbying auprès des gouvernements européens, japonais, américain pour qu'à leur tour ceux-ci fassent pression sur Jakarta pour qu'elle respecte les résolutions des Nations Unies. Les principaux pays concernés sont le Portugal, les Pays-Bas et le Royaume Uni (qui ont la présidence européenne fin 97 et début 98).

Un deuxième groupe de travail était consacré à l'aide humanitaire. Le grand problème de cette aide c'est qu'elle passe par les mains des autorités indonésiennes. Il a été décidé que les participants allaient faire une évaluation de

l'aide apportée par l'UNESCO au Timor Oriental. L'aide accordée par l'Union Européenne fera elle aussi faire l'objet d'une attention particulière.

Le groupe traitant de la vente d'armes s'est fixé comme but de bannir ces ventes à un pays qui continue à violer les droits les plus élémentaires de la personne humaine. Une action sera menée pour que les Eglises s'insurgent contre la vente d'armes à l'Indonésie. Ce groupe tentera de faire pression sur les membres de l'Union Européenne et sur des parlementaires européens pour mettre fin à ce commerce. Une journée de prière devrait être organisée en faveur du Timor le 7 décembre, jour de l'invasion indonésienne. Ce groupe a aussi en charge de faire passer l'information sur la situation militaire sur le territoire tant au gouvernement portugais comme à la résistance timoraise.

Un autre groupe va se charger de recueillir les principales informations sur le Timor et les communiquer au gouvernement portugais qui a un gros handicap par rapport aux Indonésiens dans les Conversations Tripartites car il n'a pas accès directement au territoire.

Tout cela ne sont que quelques uns des objectifs que ces participants se sont fixés. Cela paraît beaucoup pour une seule année mais tellement peu par rapport à tout ce qu'il reste à faire au Timor Oriental.

## Ximenes Belo et Ramos Horta relancent la question timoraise

L'évêque de Dili, M<sup>gr</sup> Carlos Filipe XIMENES BELO, co-lauréat du Prix Nobel de la Paix 1996 était présent à Bruxelles du 12 au 15 septembre. Il a participé à la Conférence Internationale sur la Paix, il s'est aussi réuni avec le Ministre des Affaires étrangères belge et avec le Président et le Vice-Président de la Commission Européenne, Jacques SANTER et Manuel MARIN.

La rencontre la plus importante a été sans doute celle avec le commissaire espagnol où M<sup>gr</sup> BELO a eu l'occasion de discuter avec ce responsable européen du paquet d'aides que la Commission Européenne accorde au Timor d'une valeur de 6 millions d'écus. Entre les projets que l'Union européenne va appuyer sur le territoire timorais, on retrouve les domaines de l'éducation, de la santé et de l'hygiène publique de base. Ces appuis seront canalisés à travers des ONG européennes.

L'autre co-lauréat du Nobel de la Paix, José RAMOS HORTA est également venu à Bruxelles en avril et en août. En avril, durant presque une semaine, il a eu des contacts au plus haut niveau du gouvernement belge et des entités européennes notamment avec le président de la Commission, le président du Parlement Européen et le secrétaire général du Conseil. Il est intervenu au Parlement Européen devant les commissions des affaires étrangères, coopération et développement et relations économiques externes, il s'est réuni avec des parlementaires belges et a participé à une rencontre publique organisée par SOS Timor et MCP (Mouvement Chrétien pour la Paix).

Le passage de RAMOS HORTA à Bruxelles en août avait comme objectif de participer à la campagne organisée par le Mouvement Kurde pour la libération de l'activiste LEILA ZANA.

Après l'attribution du Prix Nobel de la Paix en décembre de l'année dernière, le passage des deux lauréats timorais par Bruxelles a beaucoup aidé à relancer la question du Timor Oriental en Belgique et en particulier à Bruxelles auprès du gouvernement belge et des responsables de l'Union Européenne.







## Ventes d'armes

Quelle sera la politique du gouvernement travailliste britannique envers Timor oriental et l'Indonésie? Robin Cook a déclaré publiquement que son gouvernement suivrait dans ce domaine une politique extérieure axée sur l'éthique. Les ventes d'armes à l'Indonésie, notamment, seraient l'objet d'une révision. Or, au mois de janvier 1998, la présidence de l'Union européenne échouera au Royaume-Uni.

Cependant, Robin Cook a souligné à plusieurs reprises que les contrats conclus par l'antérieur gouvernement ne seraient pas objet de modification, ce qui rend un peu flous les contours de la situation. Tapol, une organisation de l'opposition indonésienne à Londres, a rendu publique, en octobre, la déclaration suivante:

«Les craintes que Tapol avait exprimées au sujet des nouveaux critères pour les autorisations des ventes d'armes à l'étranger, annoncés au mois de juillet par le Secrétaire aux Affaires extérieures, M. Robin Cook, se sont malheureusement avérées fondées. Les faits les plus récents nous indiquent que les

ventes d'armes à l'Indonésie se poursuivent en gros selon les vieilles coutumes.

La situation s'est, en fait, aggravée à plus d'un titre, car le gouvernement emploie sa soit-disante politique extérieure éthique comme un cache-sexe pour ses attermoissements envers l'industrie de l'armement, tout en enrobant ses décisions d'un caractère secret qui ne peut que tromper l'opinion et les membres de son propre parti.

Le 26 septembre, le Gouvernement a annoncé haut et fort sur la place publique, et le journal *The Guardian* s'en est fait l'écho sous le titre "Cook présente une loi sur les armes", qu'il avait bloqué trois autorisations d'exportations de véhicules blindés et de fusils vers l'Indonésie pour un montant d'un million de livres (en fait, il y a eu quatre autorisations refusées). L'annonce est survenue au moment où, comme par hasard, s'ouvrait la Conférence nationale du Parti travailliste.

Les fonctionnaires des Affaires extérieures ont présenté cette initiative comme une preuve de l'engagement du gouvernement à poursuivre une politique extérieure axée sur l'éthique, et ceci, entre autres, a permis au gouvernement de se dérober à une fâcheuse

défaite lors du vote d'une résolution très critique à l'égard des ventes d'armes à l'Indonésie.

Cependant, le dernier jour de la Conférence, la parlementaire Ann Clwyd a reçu une lettre du Département du commerce et de l'industrie selon laquelle 11 autorisations avaient été accordées au cours des dernières semaines. Même si le gouvernement n'était pas prêt à dévoiler la nature de l'équipement, on sait que le montant de ces transactions pourrait se chiffrer à quelques dizaines de millions de livres. En outre, 44 demandes d'autorisation seraient sur le point d'être approuvées.»

Par la suite, Ann Clwyd a déclaré qu'elle se sentait écœurée par le fait que le gouvernement ait donné suite à ces autorisations, «en particulier au moment où le ministère des Affaires étrangères prétendait modifier sa politique en la matière».

Le Royaume-Uni est un des principaux fournisseurs d'armement pour l'Indonésie. En 1996, les exportations d'armes britanniques vers l'Indonésie se sont élevées à 430 millions de livres ce qui a représenté plus de la moitié du total des exportations (840 millions de livres).

### Dépenses militaires de l'Indonésie

	1993	1994	1995
Dépenses militaires	2 192	2 423	3 398
PNB	164 100	176 500	189 400
Dépenses du Gouv.	28 080	31 870	38 090
			(est.)
Population (millions)	197.2	200.3	203.5
% D.M./PNB	1.3	1.4	1.8
Importations armements	94	51	170
Exportations armements	21	41	10
Total importations	29 700	32 790	40 920
Total exportations	38 600	41 060	45 420

### Principaux fournisseurs

	1992-4	1993-5
USA	90	70
Royaume-Uni	0	100
Allemagne	80	110
Autres OTAN	0	10
Moyen Orient	0	5
Asie Orientale	0	5
Total	170	300

Source: US Arms Control and Disarmament Agency, Rapport sur les échanges internationaux des armements





## L'Indonésie en feu

**P**lus de cinq mois d'incendies dans les forêts indonésiennes et 1,7 millions d'hectares dévastés — tel est le bilan dressé par la principale organisation non gouvernementale indonésienne dans le domaine de l'environnement, Walhi.

Il s'agit, selon l'expression de l'un des responsables du Fonds Mondial de la Nature, d'«une catastrophe écologique et environnementale planétaire».

En effet, toute cette région du Pacifique a été frappée. Bien sûr, des aéroports ont été fermés, un Airbus s'est écrasé (234 tués), des navires sont venus se heurter comme des autos sur une autoroute en vertu d'une «visibilité zéro», le smog a envahi Singapour et la Malaisie, les agences touristiques ont dû annuler des voyages.

Cependant, est-ce bien grave, quand on pense aux peuples indigènes menacés par la famine, aux souffrances du peuple indonésien déjà frappé par la crise économique? Aux dangers écologiques majeurs qui menacent la région et le monde?

Tout ça était pourtant prévisible. Les grandes sociétés forestières qui exploitent la forêt indonésienne sont certainement à l'origine de ce désastre. Il y en a qui font partie du cercle intime du dictateur Souharto. Il y en a aussi qui viennent de Finlande ou du Canada.

À chaque fois, ces sociétés jettent le blâme sur «El Niño». C'est certain, «El Niño» souffle sur les braises, car il retient les pluies de ce côté du Pacifique: mais ce n'est pas lui qui les allume. En outre, si «El Niño» se présente de plus en plus dangereux, c'est très probablement aussi à cause de la destruction de la forêt vierge pratiquée par les grandes sociétés forestières, qui aggrave la sécheresse.

**E**t la sécheresse, cette année, a déjà provoqué la famine et la mort de presque 500 Papous de l'Irian Jaya (partie indonésienne de la Nouvelle Guinée) qui sont décédés, selon les sources officielles, de malnutrition et de maladies intestinales. Quelques 160 000 personnes sont menacées par la famine dans cette région.

Par ailleurs, les fumées ont

directement causé la mort d'au moins 6 personnes qui, selon les sources officielles indonésiennes, sont décédées de complications respiratoires. Par ailleurs, 40 000 ont dû recevoir des soins.

Les grandes entreprises accusent également les paysans qui sont déplacés de Java vers les autres îles par les gens au pouvoir à Djakarta (les fameux trans migrants). Ces paysans ont peut-être allumé des feux, mais certainement pas à l'échelle des grandes compagnies. Le gouvernement lui-même a, au début du mois d'octobre, suspendu les licences de 29 entreprises forestières, pour cause de mauvaise gestion des feux.

Ce qui s'est passé cette année n'est que la répétition, en plus grave, des grands désastres de 1987 e 1982/1983. En 1987 le feu a détruit d'immenses étendues de forêt tropicale dans l'île de Kalimantan, ainsi qu'à Sumatra, Timor oriental et Sulawesi. En 1982/1983 le «Grand feu de Bornéo» avait été considéré par l'Union Internationale pour la Conservation de la nature et des ressources naturelles, comme le plus grave feu de forêt de tous les temps.

## La main de l'homme et la forêt vierge

«[...] La forêt tropicale étant ce qu'il y a de plus humide au monde, les matériaux qui pourraient alimenter un feu n'y abondent pas, même pendant une sécheresse. Un feu peut se répandre rapidement sur toute une forêt sans tuer les arbres, qu'il ne fait qu'effleurer. Au cours du feu de 1983, quelque 800 000 hectares de forêt vierge ont été atteints — et, cependant, la moitié des arbres ont survécu et se sont régénérés, selon une étude menée par le service forestier allemand.

Toutefois, sur 1,4 million d'hectares de forêt commerciale atteints, le feu, nourri par les débris et les déchets répandus sur le sol, a duré plus longtemps et a brûlé plus fort. La quasi totalité des arbres ont été détruites et la chaleur produite a déclenché des feux parmi le charbon et la tourbe enfouis sous le sol, des feux qui ont brûlé pendant des mois et se sont répandus.

Les bûcherons n'abattent en général que cinq à six arbres par hectare, mais ils abîment une grande partie du bois à l'entour et abandonnent les déchets sur place. [...]»

Heri ACHMADI, in «*Inside Indonesia*», avril 1988





*Paulette Pierson-Mathy*

## De l'Afrique au Timor

Nous avons décidé de lancer une nouvelle rubrique dans TIMOR CLIPS. Dans chaque numéro, il y aura une interview d'une personnalité concernée de près ou de loin par la question du Timor Oriental.

Nous commençons notre série avec M<sup>me</sup> Paulette PIERSON-MATHY, professeur de droit international à l'Université Libre de Bruxelles. Elle s'intéresse au Timor depuis plusieurs années. C'est à travers sa sympathie pour les mouvements d'indépendance des anciennes colonies portugaises africaines que M<sup>me</sup> Paulette PIERSON-MATHY a connu le conflit du Timor Oriental.

– Comment en êtes-vous venue à vous intéresser au Timor ?

– Lors des cérémonies d'accession à l'indépendance du Mozambique et lors de mes séjours en Angola, à chaque fois je rencontrais des représentants du FRETILIN. Comme j'animais ici un comité de solidarité avec les luttes dans les colonies portugaises et en Afrique australe, disons que même si géographiquement c'est très éloigné la problématique était la même que celle de l'Angola ou du Mozambique sauf que la puissance qui s'opposait à l'accession à l'indépendance n'était pas le Portugal puisqu'il y avait eu un changement de régime, mais c'était un état nouveau, l'Indonésie d'où la grande difficulté au point de vue de la mobilisation politique internationale. Mon intérêt remonte à cette période qui était cruciale puisque l'indépendance du Mozambique était en juin et l'invasion au mois de novembre.

– Faites-vous partie d'un groupe de solidarité depuis longtemps ?

– Ma solidarité est ancienne et je l'ai surtout traduite dans mon enseignement parce que j'ai incliné la question de Timor dans mon enseignement depuis de très nombreuses années. Mais il n'y avait pas ici en Belgique de comité de solidarité en ce qui concerne Timor Oriental. Il était très rare, rarissime que quelqu'un du FRETILIN passe ici en

Belgique. Il fallait aller à Lisbonne ou en Afrique, dans les pays que j'ai énuméré pour les rencontrer. Donc, il n'y avait pas de leur part cette demande permanente que nous avions eu de la part des mouvements de libération de l'Afrique australe et qu'on continue à avoir en ce qui concerne l'ANC d'Afrique du Sud, le SWAPO de Namibie, etc. Donc le travail de mobilisation a surtout été fait pour l'Afrique australe et pas tellement ici, sauf à travers le cours et les conférences internationales évidemment où la question était à l'ordre du jour, il n'y avait pas de comité spécifique à l'époque.

– Est-ce que le cas de Timor est connu des étudiants ?

– Il y a quelques années, c'était totalement inconnu. Disons que sur une classe de 80 étudiants, s'il y en avait 3 ou 4 qui en avaient entendu parler, c'était souvent soit qu'ils avaient été en Indonésie ou qu'ils avaient de la famille au Portugal ou qu'ils étaient d'origine portugaise. Mais, en général, c'était inconnu. Ce n'est plus vrai depuis 4, 5 ans. Ce n'est plus vrai. En général, ils ne connaissent pas en profondeur

pas le qualifier autrement. Donc, les étudiants vont s'identifier facilement à la cause du peuple de Timor. Je n'ai jamais eu d'attitude de rejet. Evidemment, un professeur comme, il est là, on passe l'examen devant lui... Enfin les étudiants à notre époque sont quand même libres de s'exprimer. Mais, il y a des problèmes qui soulèvent des oppositions. Si vous parlez du Moyen Orient, évidemment l'auditoire est divisé. Même une question comme l'Angola, il y a une division. Mais, le Timor, tout le monde est choqué. Seulement, ils sont aussi pessimistes parce qu'ils ne mesurent pas, si vous voulez, l'importance de la diplomatie internationale et que la presse n'en parle pas. Donc, ils ont tendance à considérer que c'est un peuple sacrifié. C'est donc lorsqu'ils continuent à s'intéresser au sujet, s'ils dépassent l'enseignement qu'ils mesurent bien que ce n'est pas le cas. Et j'ai été très agréablement surprise lors de la conférence de RAMOS HORTA. Il y avait là 5 à 6 étudiants. Or, je n'avais même pas annoncé au cours parce que je ne veux pas utiliser de moyen de pression. Je ne l'avais pas annoncé donc et il y avait là 5 ou 6 étudiants qui m'ont tous dit qu'ils étaient venus à cause du

*Tant qu'il n'y a pas une opinion publique suffisamment forte pour faire pression sur le gouvernement... Il y aura bien quelques parlementaires qui vont protester. Mais les enjeux vous les connaissez, ils sont d'ordre économique. Donc, il faut renforcer les campagnes pour faire connaître ce qu'est l'Indonésie.*

la question, mais ils savent que le problème de Timor existe, ça, ils le savent. Evidemment avec l'attribution du Nobel de la Paix aux deux personnalités qu'on connaît, plus personne ne l'ignore.

– Comment les étudiants ragissent-ils à ce problème ?

– La problématique elle-même si vous l'exposez du point de vue du droit international, c'est une agression, on ne peut

cours.

– Pensez-vous que le Timor va un jour pouvoir réaliser son autodétermination ?

– Ne parlons pas de durée maintenant. Mais je suis convaincue que le peuple de Timor sera un jour maître de son destin, ça j'en suis convaincue. Ce n'est pas possible: un peuple qui a lutté comme ça sans arrêt, si vous voulez, qu'il n'aboutisse pas à quelque chose. Mais, c'est lié à la nature du régime





indonésien. Là aussi, ce régime n'est pas éternel. Oui, il a duré très longtemps mais il y a des problèmes avec l'environnement avec ce qui se passe maintenant, c'est quand même révélateur, il y a des incendies même sous des régimes démocratiques disons mais les réactions limitées, les liens avec les intérêts privés tout ça... Et depuis la fin de la guerre froide, maintenant on peut exposer la nature du régime indonésien. Avant, il y avait une politique de silence, de complicité avec l'Indonésie. Maintenant, elle n'est plus acceptée. Il y a des couches de plus en plus grandes de l'opinion qui comptent dans nos pays, c'est-à-dire les ONG, les partis politiques, les mouvements syndicaux qui désormais ont dans leur agenda la situation en Indonésie. Et une fois que vous commencez à vous pencher sur le problème de l'Indonésie, nécessairement vous vous penchez aussi sur la question de Timor. Donc les choses changent. Evidemment, par rapport aux sacrifices qu'on a consenti, c'est trop lent, c'est trop lent. Et je crois aussi qu'il y a parfois beaucoup de pression internationale sur le mouvement de résistance pour peut-être l'amener à faire des concessions. Ça, si vous voulez, je peux comparer la solidarité internationale avec la lutte dans les colonies portugaises et la solidarité internationale avec Timor. La lutte des colonies portugaises et contre l'apartheid, c'était une solidarité avec la lutte armée sans ambiguïté. Et les Nations Unies avaient reconnu la légitimité de cette lutte et coordonnaient la solidarité internationale. Maintenant, ça se passe au niveau diplomatique, l'information n'est pas très importante sur ce qui se déroule dans les négociations. Le peuple concerné est admis, mais passe à l'arrière-plan. Donc, il y a beaucoup plus d'ambiguïté dans l'attitude de la solidarité. A cet égard, il appartient au peuple de Timor d'être extrêmement vigilant et à ses amis sur le plan international aussi d'être vigilants et d'exiger que les organisations représentatives, le front de la résistance soient associés. Sinon, il y a des risques.

– Pensez-vous que les Nations Unies puissent faire plus pour le Timor ?

– Elles sont bloquées par le fait que l'ennemi du peuple de Timor, c'est l'Indonésie, un état qui a la plus grande concentration de population dont la religion est la religion musulmane, qui a eu un passé prestigieux parce qu'il a lui-même mené une lutte contre le colonialisme, une lutte extrêmement cohérente, il a été la capitale du mouvement

des non-alignés. C'est un état du Tiers-Monde et ce n'est pas un régime fasciste à la portugais, c'est-à-dire une puissance européenne classique. Et alors, c'est un état qui a des moyens matériels de mener une stratégie diplomatique importante. C'est vrai que le Portugal déploie à cet égard des efforts considérables aussi, qu'il a une diplomatie très active, qu'il n'est pas seul. Il y a d'autres états. On l'a vu récemment avec l'Afrique du Sud qui a pris position. Il est certain que l'autorité morale du président MANDELA est grande même si parfois il y a de petits court-circuits, n'empêche, lui, il appartient au Tiers Monde, malgré tout. Donc, c'est important: l'Afrique du Sud est à la fois le Tiers Monde et le monde industrialisé, c'est l'Afrique, quoi. C'est une voix africaine qui a beaucoup de prestige. Donc, ça peut aider à débloquent certaines situations. Donc, moi, je demeure convaincue que le peuple de Timor pourra choisir un jour son destin. Oui, ça, j'en suis convaincue. Puis, il a la chance d'avoir tout de même un mouvement, le FRETILIN et d'autres organisations qui ont eu l'esprit de sacrifice parce qu'il n'y a pas de lutte sans sacrifice qui ont constitué un modèle pour la jeunesse. Donc, il faut les deux. S'il n'y avait pas de lutte à Timor, là, le problème serait réglé par le fait que depuis tant d'années, l'Indonésie a annexé le territoire. Mais, il y a cette résistance extraordinaire des couches nouvelles de la population qui s'expriment sous des formes diverses puisque l'on sait que l'Eglise catholique joue

un rôle important à cet égard. Mais, j'en reviens à ceux qui ont été les premiers, c'est le FRETILIN et le front formé avec les autres forces. C'est eux qui me paraissent représenter l'avant-garde, l'interlocuteur le plus solide, celui qui sera capable de faire certaines concessions mais sans renoncer au principal.

– Que pensez-vous de l'hypocrisie internationale ?

– Tant qu'il n'y a pas une opinion publique suffisamment forte pour faire pression sur le gouvernement... Il y aura bien quelques parlementaires qui vont protester. Mais les enjeux vous les connaissez, ils sont d'ordre économique. Donc, il faut renforcer les campagnes pour faire connaître ce qu'est l'Indonésie. Parce que l'Indonésie, l'enjeu est beaucoup plus important que Timor Oriental. Pas sur le plan des principes, mais sur le plan des enjeux économiques. Je crois qu'il faut beaucoup jouer sur la situation en Indonésie et renforcer la dénonciation de la nature du régime... La cause n'a été connue qu'après le massacre de Dili et la fin de la guerre froide parce que c'est lié. Des massacres, il y en a eu tellement. Mais Dili n'a eu de retentissement que parce que c'était la fin de la guerre froide, on pouvait donc attaquer l'Indonésie et il y avait aussi la coïncidence de la presse présente puisque la visite de ces parlementaires portugais annulée en dernière minute avait drainé des journalistes étrangers. C'est évidemment très important pour la répercussion.







## Situation interne

**L**a première moitié de 1997 a connu des progrès considérables pour la question du Timor Oriental sur le plan international.

En avril, une majorité écrasante des membres de la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies a voté favorablement une forte résolution sur la situation au Timor Oriental. La résolution critique l'Indonésie pour le manque de progrès dans le domaine des Droits de l'Homme au Timor et exige des mesures adéquates pour répondre aux constantes violations des Droits de l'Homme sur le territoire. Néanmoins, l'appui et les préoccupations de la Communauté internationale n'ont abouti à aucune amélioration. Au contraire, la première moitié de 1997 a été une période de détérioration de la situation sur le territoire particulièrement au niveau des violations des Droits de l'Homme. En effet, depuis l'attribution du Prix Nobel de la Paix à M<sup>rs</sup> Ximenes BELO et José RAMOS HORTA en décembre de l'année passée, la situation a empiré substantiellement, atteignant son point le plus critique les semaines avant et après les élections en Indonésie. Le peuple timorais continue à être victime des mêmes violations perpétrées par les autorités indonésiennes depuis 20 ans. Exécutions extrajudiciaires, prisons et détentions arbitraires, disparitions, tortures et mauvais traitements infligés aux prisonniers sont des choses communes encore aujourd'hui au Timor et malheureusement, il n'y a pas de signal d'amélioration. L'année 1997 est

aussi une année caractérisée par l'augmentation des actions de la guérilla (Falintil) et d'un mouvement fort de résistance urbaine et nationaliste timoraise.

**P**endant les élections indonésiennes, les activités des Falintil ont augmenté considérablement contre des cibles militaires. Comme réponse, les commandos indonésiens ont intensifié leurs actions répressives contre la population civile et ont lancé une opération nommée «Operasi Tuntas» (Opération Extermination). Les cibles sont tous les suspects liés au Front Clandestin de la résistance et le Front Armé (Falintil) qui a abouti à des centaines d'arrestations arbitraires et à la mort de 30 civils. L'Opération a connu son point culminant avec l'arrestation le 25 juin du commandant David ALEX, second dans la hiérarchie des Falintil. David ALEX est mort quelques heures après sa capture par les Indonésiens mais tout porte à croire que le commandant des Falintil a tout simplement été assassiné par les soldats indonésiens. L'Opération Extermination continue au Timor Oriental avec l'arrestation de centaines de jeunes et elle s'étend ces derniers mois à Java où l'on compte déjà 27 jeunes arrêtés à Jakarta et Semarang, tous suspects, selon les services secrets indonésiens de participation à la fabrication de bombes artisanales. Suite à ces arrestations, 6 Timorais ont demandé l'asile politique, il y a un mois à l'ambassade autrichienne dans la capitale indonésienne où ils attendent toujours l'autorisation de quitter l'Indonésie.

Krumbach (Autriche):

## Le Troisième Dialogue Intratimorais approuve les bases du futur Centre Culturel

**LE TROISIÈME DIALOGUE INTRATIMORAIS (III IETD)** s'est déroulé du 20 au 23 octobre en Autriche au château de Krumbach qui a compté avec la participation de 35 Timorais venant du Timor, d'Indonésie et de différents pays. Après trois jours d'intenses discussions, les participants ont approuvé les désignations, les objectifs et la structure organisationnelle du Centre Culturel et de Développement Timor Lorosa'e (CCDTL), un centre qui sera appuyé par les Nations Unies, le Portugal et l'Indonésie.

Entre-temps, en ce qui concerne la forme juridique du futur centre, entité qui sera responsable entre autre de l'enseignement du portugais sur le territoire, il n'y a pas eu de consensus ni sur la localisation du siège légal ni sur la composition de son Conseil d'administration.

Le III AIETD a officiellement été ouvert par le représentant personnel du Secrétaire général des Nations Unies pour le Timor Oriental, l'ambassadeur pakistanais Jamsheed MARKER et a compté avec la participation de M<sup>rs</sup> BELO et du responsable de l'Eglise Protestante, le pasteur Arlindo MARÇAL, ce dernier pour la première fois.

La présence de M<sup>rs</sup> BELO a été une des causes de succès de ce Dialogue dans l'opinion de la majorité des participants. Le co-lauréat du Nobel de la Paix n'a pas participé au II AIETD. Cette rencontre succède à deux autres rencontres en juin 95 et mars 96 au château de Burghaining. Le Dialogue Intratimorais est un processus initié par le Secrétaire général des Nations Unies, BOUTROS GHALI en 1995 dans le cadre de son mandat et sous ses bons offices dans la résolution de la question du Timor Oriental. Le Secrétaire général de l'ONU facilite et appuie les arrangements nécessaires pour que le dialogue entre Timorais puisse avoir lieu et il participe uniquement comme simple observateur sans participer aux discussions. Le forum Intratimorais n'est pas parallèle aux conversations entre le Portugal et l'Indonésie sous les auspices du Secrétaire général des Nations Unies mais bien un complément au dialogue tripartite.

02/219 57 20 02/223 04 42

CANADA - M55 2T1 TORONTO

Station P  
P.O. Box 562  
East Timor Alert Network

TIMOR CLIPS  
Boite Postale 39  
B-1040 Bruxelles 42

